Monsieur le Ministre,

Monsieur le Président du Parlement Wallon,

Madame La Vice-Présidente du Parlement Wallon,

Mesdames et Messieurs,

En tant que citoyens et citoyennes, nous sommes alertés par l’impact catastrophique de la réforme APE que vous envisagez.

Nous tenons à vous rappeler les conséquences de ces choix.

En 2016, le dispositif APE représente près de 45000 Equivalents Temps plein (60.000 travailleurs hommes et femmes) répartis chez plus de 4000 employeurs.

Si votre objectif est de créer de l’emploi, pourquoi toucher à des secteurs utiles et indispensables aux citoyens tels l’enseignement, la Culture, l’aide aux personnes, … ?

Certains secteurs ne sont, a priori, pas le « fonds de commerce » du MR.

La part de personnes peu qualifiées dans ces emplois est majoritaire : 71.2 % ont maximum un diplôme secondaire. Ce dispositif est donc bien effectivement une aide aux publics précarisés et éloignés de l’emploi.

Votre réforme n’est pas neutre. Pour les emplois publics supprimés, c’est une évidence. Pour les emplois du non-marchand dont la subvention sera rabotée, c’est une certitude. Le budget reste insuffisant, et vous avez beau essayer de rassurer tout le monde, les chiffres ne suivent pas. Nous n’acceptons pas de nous entendre dire que nous n’avons pas compris ni que nous sommes mal informés.

**Des associations devront fermer leurs portes**, d’autres ne pourront plus engager, ni valoriser les anciennetés et donc nous perdrons l’efficacité de nos experts dans des domaines bien précis d’aides aux citoyens de votre, de notre région.

**Nous refusons de renoncer** à nos écoles de devoirs, nos aides aux ainés et aux personnes fragilisées,

**Nous refusons de renoncer** aux crèches et autres gardes d’enfants qui permettent entre autres une autonomie professionnelle pour toutes et tous.

**Nous refusons de renoncer** à la Culture qui est indispensable aux citoyennes et citoyens.

C’est pourquoi, nous vous demandons, Monsieur le Ministre, de renoncer à la réforme des APE en l’état et à reconsidérer votre décision. Il est possible de trouver d’autres solutions, budgétairement neutres pour les acteurs de terrain, en tenant compte des vrais besoins des secteurs concernés.

Merci de l’attention que vous porterez à notre demande et à nos inquiétudes,

*Des citoyennes et des citoyens engagés.*